



CSAL de l'Aisne 1^{er} février 2024

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Nous ne nous étendrons pas sur l'ordre du jour de ce CSAL que vous êtes contraint de reconvoquer suite au vote contre unanime des organisations syndicales le 16 janvier concernant le point relatif à l'adoption du règlement intérieur.

Il faudra cependant nous expliquer pourquoi vous nous demandez de voter sur les propositions d'amendements que nous avons déposées, soit lors de la FS du 19 décembre, soit lors du CSAL du 16 janvier.

Le 16 janvier, lors de sa conférence de presse, le Président de la République a tenu des propos qui nous ont passablement choqué. A la 22^{ème} minute de son intervention, Emmanuel Macron s'est exprimé ainsi : « *Lors de mon 1^{er} quinquennat, nous avons beaucoup fait, on a recréé des préfectures, on a réouvert des trésoreries sur le terrain.* »

Pour FO-DGFIP ces propos portent la signature du très footballistique nouveau directeur de cabinet du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, fossoyeur du réseau territorial de la DGFIP et catalyseur d'un plan social dont il a toujours refusé de dire le nom.

Non, aucune trésorerie n'a été « réouverte » depuis 2017. Au contraire, la totalité des 1109 trésoreries municipales a été supprimée et le nombre de trésoreries hospitalières a été divisé par 4 (fermetures auxquelles s'ajoutent la suppression des 2/3 des SPFE et la réduction de 40 % du nombre de SIP et de SIE, le tout en 5 ans!). Tout cela au nom du délirant Nouveau Réseau de Proximité (NRP) qui n'a rien de nouveau, rien de réseau et encore moins de proximité.

Pour FO-DGFIP, le NRP n'est qu'une vaste fumisterie qui, en plus d'être un outil de réduction des « *coûts sur pattes* » que sont pour nos gouvernants les fonctionnaires, complexifie les relations ordonnateur/comptable et veut faire croire à l'utilisateur qu'il lui offre plus de proximité.



Cette prétendue offre de proximité apportée par les Etablissements France Services (EFS) est en réalité une mauvaise réponse au vrai problème résultant de la destruction méthodique du réseau de la DGFIP.

Jamais les EFS, le plus souvent gérés par un fonctionnaire territorial formé en 3 jours aux métiers de la fiscalité et qui doit se substituer aux fonctionnaires des différentes administrations (Pôle Emploi, DGFIP, MSA, CAF, CPAM), ne remplaceront des services de la DGFIP de pleine compétence où l'on pouvait effectuer des paiements, avoir un renseignement rapide, le tout effectué par des fonctionnaires formés et assermentés.

Au mieux servent-ils de boîte aux lettres et d'aide aux usagers pour l'utilisation d'internet.

Définitivement non, ce premier quinquennat n'aura pas été disruptif. Il s'est inscrit dans ligne droite de ses prédécesseurs et aura été pour la DGFIP cinq années d'affaiblissement supplémentaire en lui réservant un sort sans équivalent dans la sphère publique.

De même que rien dans celui qui est en place depuis presque deux ans maintenant ne laisse présager d'un avenir plus radieux tant pour nos collègues que pour les usagers. Et ce ne sont pas les propos tenus par le nouveau premier ministre lors de son discours de politique générale le 30 janvier qui vont nous rassurer, loin de là.

Puisqu'il est question d'audace dans le discours du Président, l'audace véritable serait de rendre à la DGFIP ses moyens humains, budgétaires, législatifs et réglementaires pour lui permettre d'exercer ses missions de service public qui concourent à préserver une cohésion sociale plus affaiblie mais plus indispensable que jamais.

L'audace serait d'entreprendre une véritable réforme fiscale restaurant la progressivité de l'impôt au service de la justice fiscale, de sonner enfin la « mobilisation générale » pour lutter contre la fraude fiscale et aller récupérer les milliards qu'on semble chercher partout sauf là où ils se trouvent et de conditionner les aides aux entreprises qui permettent aux actionnaires de pulvériser chaque année des records de dividendes.



L'audace serait de réhabiliter la promotion interne et de redonner un sens à la notion de carrière, de reconnaître enfin concrètement l'engagement des fonctionnaires qu'on feint de redécouvrir à chaque crise pour s'empresse ensuite de les stigmatiser au nom d'une vertu budgétaire à géométrie variable.

Afin de continuer d'assurer un service public de qualité, FO-DGFIP continuera d'exiger :

- que toutes nos missions retrouvent leurs moyens, soient pérennisées et dotées d'emplois correspondant aux charges réelles de travail correctement évaluées,
- le rétablissement d'un réel accueil physique de proximité, à des horaires cohérents avec un service public de qualité,
- l'abandon du Nouveau Réseau de Proximité.

Laon, le 1^{er} février 2024.